

Lapins d'élevage ou de reprise ? La fédération répond aux interrogations des chasseurs

Quelles stratégies adoptées lors des repeuplements selon la provenance des lapins de garenne (élevage-reprise) ? Quels enseignements tirés des opérations effectuées avec des lapins provenant d'élevage ? Ces deux interrogations majeures étaient au cœur de la réunion d'information qui s'est tenue, mi janvier, à Quimerc'h. à l'initiative de la fédération départementale des chasseurs du Finistère. Parmi les intervenants, Stéphane Marchandeu, ingénieur à l'ONCFS, spécialiste s'il en est de la question. A ses côtés, Pascal Bihannic, technicien, à la fédération, Jean-Paul Boidot, président de la fédération, Claude Le Hen, président de la commission lapins et Pierre Menez, administrateur et vétérinaire. Face à eux 100 chasseurs venus de tout le département.



La réunion était présidée par Jean-Paul Boidot, président de la fédération. A ses côtés, Claude Le Hen, président de la commission lapins, Daniel Autret, administrateur et Pierre Menez, administrateur et vétérinaire.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, Jean-Paul Boidot, président de la FDC 29 a tenu à remettre dans ce contexte cette réunion. « Ces derniers mois, un réel effort a été consenti pour le lapin, une espèce patrimoniale qui est et doit rester une priorité de la fédération départementale des chasseurs du Finistère. Ces dernières années n'ont pas été du tout favorables à l'espèce suite à des vagues successives de faits pathologiques, virologiques, bactériologiques et parasitaires – et dans bien des secteurs le lapin a été décimé. Cependant, les efforts consentis par certains ne sont pas vains et permettent un redressement de la situation en utilisant différentes méthodes de repeuplement (...). Il y a peu, nous vous avons déjà réunis pour discuter lapin et signaler ce qu'il pourrait être réalisé afin d'évoquer quelques-uns de nos projets. Le conseil d'administration de la fédération départementale des chasseurs du Finistère a voté un système de subventions conséquentes pour un repeuplement à partir de lapins d'élevage. Cette méthode est parfois le dernier recours mais n'est pas une garantie de réussite car les avis sont partagés et les résultats également, sur ce sujet. C'est pour cela que nous allons concentrer nos efforts sur cette thématique des modes de repeuplement en prenant appui sur le site de Ti Blaise et d'essayer de mieux appréhender les méthodes de lâcher de lapin de différentes origines. »

Un mot sur la charte « lapins »

Et Jean-Paul Boidot de poursuivre : « Je me souviens lors de la rédaction du schéma départemental de gestion cynégétique, j'avais dit que malheureusement, pour le petit gibier, le seul gibier sauvage réel était la bécasse. Je fus repris à l'époque. On me disait « Non, il y a le lapin ». Les choses changent. Sachons l'admettre. Sur le terrain, nous avons voulu connaître les besoins, les actions, les résultats de gestion sur différents sites lapiniers au nord du Finistère avant l'ouverture de la chasse. Nous y retournerons après la fermeture pour faire un bilan avec les intéressés. Cela nous permettra peut-être de mieux coordonner et diriger nos actions et prendre des mesures qui correspondent avec la réalité ».

« Dernier point que nous avons réalisé, c'est le dialogue avec le monde agricole. Des approches nouvelles ont permis de rédiger une charte lapins permettant des lâchers de repeuplement dans la zone où le lapin est nuisible. Cette charte lapins est aujourd'hui admise de tous et parfois améliorée sur certaines sociétés pour éviter lors de la destruction que cela soit réalisé par des chasseurs extérieurs. André Abily, administrateur se charge de ce dossier. L'une de nos priorités est de collaborer avec le monde agricole » a insisté le président Boidot avant de laisser la parole à Stéphane Marchandeu, ingénieur à l'ONCFS.



100 chasseurs avaient répondu à l'invitation de la fédération départementale des chasseurs.



Chacun a pris bonne note de ce qui était dit.

« Dernier des Mohicans »

« Etre parmi vous me réjouit à deux titres. D'abord parce que dans le Finistère, je compte de nombreux amis chasseurs que j'ai toujours plaisir à revoir. Ensuite parce que votre département fait figure de dernier des Mohicans. Partout ou presque en France, face à la raréfaction du lapin, les chasseurs ont baissé les bras. Il n'y a qu'ici, dans le Finistère, que vous vous battez. Et je mentirais en disant que cela ne me fait pas chaud au cœur. Vous continuez à y croire. C'est bien car cela demande beaucoup de courage » a d'emblée lancé celui qui est considéré par tous comme le meilleur spécialiste français du lapin.

Passée cette introduction empreinte de beaucoup de sincérité, Stéphane Marchandeu s'est attaché à rappeler quelques évidences : « Aujourd'hui, avec trois millions, nous sommes loin des 13 millions de lapins qui étaient tués en France au milieu des années soixante-dix. Mais la chute enregistrée depuis n'est pas seulement imputable aux maladies. Plusieurs facteurs peuvent également expliquer ce déclin. D'où la nécessité d'agir sur plusieurs domaines ».

Dans sa démonstration, l'ingénieur de l'ONCFS a ainsi mis en avant l'importance d'agir sur la qualité de l'habitat sans jamais perdre de vue les exigences suivantes :

Écologiques : présence sur le terrain de pelouses rases ; possibilité de creuser des terriers permanents et raisonner à l'échelle du domaine vital d'un lapin (moins d'un hectare).

Cynégétiques : présence de couverts.

Humaines : une volonté d'agir en faveur du lapin et une évaluation des risques de dégâts. Pour Stéphane Marchandeu, « L'évolution des habitats n'est pas sans incidence sur l'évolution des populations en France. Trop souvent, nous focalisons de façon excessive sur les maladies alors que c'est l'interaction simultanée de plusieurs facteurs qui explique le déclin : dégradation des milieux, les maladies et la gestion cynégétique. La dégradation des milieux se traduit par une diminution des surfaces favorables, une perte de qualité des habitats favorables et une fragmentation des habitats favorables. La fragmentation des populations favorise l'émergence de formes sévères de maladie car une population isolée est plus sensible. L'important, c'est de recoloniser les territoires fragmentés ».